

Le Premier Ministre

n° 6117/SG

Paris, le 3 octobre 2019

à

Mesdames et messieurs les ministres,
Monsieur le haut-commissaire,
Mesdames et messieurs les secrétaires d'État

Objet : suivi des priorités de l'action gouvernementale.

Le Comité interministériel de transformation publique du 29 octobre 2018 a validé, pour chaque ministère, un plan de transformation ministériel (PTM) qui retrace les grandes transformations de l'action publique portées par chaque ministre, ainsi que les chantiers de réorganisation interne des administrations et des services publics dont ils ont la responsabilité. Ces plans ont vocation à être régulièrement mis à jour.

Au sein de ces plans ont été plus particulièrement identifiés les « objets de la vie quotidienne » (OVQ), sur lesquels le Président de la République s'est engagé, qui impactent directement la vie quotidienne des Français et qui nécessitent un engagement politique et opérationnel important pour que les résultats se concrétisent.

Le Président de la République a souhaité que soit renforcé le suivi de l'exécution des réformes. Le dispositif proposé doit permettre :

- la mise en place d'un suivi rapproché des OVQ pour vérifier la réalité du déploiement, ajuster le dispositif, faire remonter rapidement les indicateurs d'impact ;
- le maintien d'une supervision des plans de transformation ministériels, garantissant le bon avancement des chantiers importants menés par les ministères ;
- la prise en compte des besoins des Français, au plus près du terrain.

1. Suivi des objets de la vie quotidienne

Une soixantaine d'OVQ ont été identifiés, répartis entre 25 membres du Gouvernement (cf. annexe). Ces objectifs seront rendus publics et le Gouvernement communiquera en toute transparence sur leur état d'avancement.

À l'exception de certains portefeuilles spécifiques (armées, affaires européennes et étrangères, porte-parolat, relations avec le Parlement), chaque membre du Gouvernement est responsable d'au moins un OVQ¹. A chaque fois, il désigne un directeur d'administration centrale compétent et un chef de projet.

Un suivi sera mis en place selon les modalités suivantes :

- une réunion mensuelle doit se tenir autour du ministre, en présence du secrétaire général du ministère, des directeurs d'administration centrale et des chefs de projet concernés ;
- une réunion interministérielle (RIM) sera organisée, une fois toutes les six semaines, par ministère, à Matignon, pour rendre compte de ce suivi. Chaque semaine, trois ministères seront convoqués pour une RIM, sur un créneau hebdomadaire fixe. Elle associera le cabinet du Premier ministre, le secrétariat général du Gouvernement, la direction interministérielle de la transformation publique, le service d'information du Gouvernement et le ministère concerné ;
- les entretiens bilatéraux du Président de la République ou du Premier ministre avec un ministre seront l'occasion de points réguliers sur ce sujet ;
- un suivi régulier de la situation sera transmis, sur la base des réunions interministérielles, au Président de la République et au Premier Ministre, sous forme d'une synthèse de l'état d'avancement des OVQ ;
- régulièrement, la partie D du conseil des ministres fera le point sur les chantiers d'un ministère.

Un format de suivi des OVQ élaboré par la direction interministérielle de la transformation publique devra être utilisé par tous les ministères. Chaque ministère mettra à jour ce document de suivi en amont des RIM tenues toutes les six semaines, avec le soutien de la direction interministérielle de la transformation publique, qui appuiera également la rédaction du « bleu » établi par le secrétariat général du Gouvernement et validé par le cabinet du Premier ministre, et consolidera le document transmis au Président de la République, au Premier ministre, et, pour les chantiers relevant de leur responsabilité, aux ministères.

S'agissant de la communication, le service d'information du Gouvernement prendra en charge les travaux de description et de suivi des OVQ pour le site gouvernement.fr.

¹ S'agissant de l'outre-mer, une déclinaison des OVQ est réalisée lorsque cela s'avère pertinent.

2. Suivi des plans de transformation ministériels

Chaque trimestre, le ministère adresse un état d'avancement aux cabinets du Président de la République et du Premier ministre de la mise en œuvre du plan de transformation.

Les RIM de suivi des OVQ pourront, selon les besoins identifiés, intégrer un point sur un chantier d'un plan de transformation ministériel qui pourrait justifier une alerte, à la demande du ministère ou d'un chef de pôle du cabinet du Premier ministre.



3. Suivi des politiques publiques en région

Vous trouverez ci-joint une circulaire que j'adresse parallèlement aux préfets de région.

4. Suivi transversal par le secrétaire général de la Présidence de la République et le directeur de cabinet du Premier ministre

Le secrétaire général de la Présidence de la République et le directeur de cabinet du Premier ministre animent deux réunions par mois de suivi des chantiers prioritaires ministériels (soit 2 réunions par an par ministère). Chaque réunion, dédiée à un ministère, permet de faire le point sur les OVQ et les chantiers figurant dans les plans de transformation ministériels qui justifient une attention particulière.

La direction interministérielle de la transformation publique propose, en lien avec les cabinets du Président de la République et du Premier ministre, la liste des sujets à inscrire à l'ordre du jour. Elle assure la diffusion du compte-rendu de ces réunions à destination du secrétaire général de la Présidence de la République, du directeur de cabinet du Premier ministre et des participants du ministère concerné.


Édouard PHILIPPE


Liste des Objets de la Vie Quotidienne

Chantiers prioritaires de l'action gouvernementale

Mesure		
Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées	Simplifier l'accès aux droits pour les personnes handicapées	
Ministre de la Justice	Mettre en œuvre la procédure pénale numérique	
	Mettre en place le portail du justiciable	
	Développer les places de TIG	
	Simplifier l'accès à l'aide juridictionnelle	
Ministre de la Transition écologique et solidaire	Déployer la prime à la conversion vers des véhicules moins polluants	
	Augmenter le recours au chèque énergie	
	Réduire l'usage des pesticides et produits phytosanitaires	+ Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire	Mieux accompagner les ménages dans la rénovation thermique de leur logement	+ Ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement
Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire	Interdire les plastiques à usage unique et améliorer le recyclage du plastique	
Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire, chargé des Transports	Instaurer des zones à faible émission	
	Déployer le plan vélo	
Ministre des Solidarités et de la Santé	Proposer une offre de lunettes, appareils auditifs et prothèses dentaires remboursée à 100%	
	Proposer une complémentaire santé à 1€/jour pour les séniors	
	Doubler le nombre de maisons de santé	
	Assurer le déploiement de la vaccination obligatoire	
	Garantir l'accès à un médecin traitant et à des consultations sans rendez vous	
	Lutter contre les ruptures d'approvisionnement des médicaments	+ Ministre de l'Économie et des Finances
	Mieux accompagner les aidants	+ Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées
Secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé	Renforcer l'accompagnement des bénéficiaires du RSA vers l'emploi	+ Ministre du Travail
	Lutter contre les impayés de pensions alimentaires	+ Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations
	Proposer des petits-déjeuners gratuits dans les écoles des quartiers et la cantine à 1 euro	+ Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé	Prévenir l'exposition des enfants à la pornographie	+ Secrétaire d'État au numérique
	Accompagner les femmes et les enfants à domicile après un accouchement	

Ministre de l'Économie et des Finances	Développer la participation et l'intéressement	
	Assurer la diffusion du nouveau plan d'épargne retraite	
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des finances	Accompagner la transformation numérique des TPE/PME	
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre de l'Action et des comptes publics chargé du numérique	Offrir à tous les citoyens une identité numérique sécurisée	+ Ministre de l'Intérieur
	Assurer le déploiement du pass numérique	
	Protéger les citoyens contre les agressions et la haine en ligne	
Ministre du Travail	Déployer les emplois francs	
	Assurer l'ouverture de l'assurance chômage pour les travailleurs indépendants et démissionnaires	
	Garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	+ Secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations
	Développer l'apprentissage	
	Déployer le programme d'investissement dans les compétences	
	Garantir un accompagnement des jeunes sans emploi ni formation (NEETS)	+ Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse / Secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé
	Déployer le compte personnel de formation	
Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	Offrir une scolarisation inclusive et adaptée à tous les enfants handicapés	+ Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées
	Déployer le programme "devoirs faits"	
	Assurer le remplacement des enseignants absents	
	Limiter les effectifs des classes à 24 en grande section, CP, CE1	
	Dédoubler les classes en REP (grande section, CP, CE1)	
	Evaluer le niveau d'apprentissage en fin de CP/CE1	
	Déployer la réforme du bac	
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	Assurer la montée en charge du SNU	+ Ministre des Armées
	Soutenir les petites associations	
Ministre de l'Action et des comptes publics	Déployer le droit à l'erreur dans l'administration	
	Assurer la transparence des résultats dans les services publics	
	Déployer le prélèvement à la source	
Secrétaire d'État chargé de la fonction publique	Améliorer les processus de recrutement dans la fonction publique	

Ministre de l'Intérieur	Réduire le délai d'instruction des demandes d'asile	
	Améliorer la prévention routière	
	Baisser le coût du permis de conduire	+ Ministre de l'Économie et des Finances
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur	Déployer la police de sécurité du quotidien	
	Renforcer la lutte contre les trafics de stupéfiants	+ Ministre de la Justice
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Déployer Parcours Sup	
Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	Déployer l'action Cœur de ville	
	Déployer une offre France Services dans tous les territoires	
Ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement	Offrir un logement aux sans-abris (logement d'abord)	
	Adapter des logements aux personnes âgées dépendantes	+ Ministre des Solidarités et de la Santé
	Assurer la couverture du territoire en Très Haut Débit	+ Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales
Ministre de la Culture	Déployer le pass culture	
	Offrir à chaque enfant une éducation artistique et culturelle	+ Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation	Sécuriser les paiements des aides PAC	+ Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères chargée des Affaires européennes
	Garantir 50% de produits bio ou locaux dans les cantines	+ Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Ministre des Sports	Prévenir les noyades et développer l'aisance aquatique	

Le Premier Ministre

n° 6118/SG

Paris, le 3 octobre 2019

à

Mesdames et messieurs les préfets de
région

Objet : suivi des politiques publiques prioritaires de l'État en région.

Le Président de la République souhaite un suivi renforcé de l'exécution des réformes et une meilleure association des services déconcentrés à leur déploiement. A ce titre, chaque préfet de région présentera, comme indiqué dans ma circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État, au minimum une fois par an, un état de la mise en œuvre des politiques publiques prioritaires de l'État dans la région, dont il a la responsabilité. Cette présentation se fera dans le cadre de réunions présidées par mon directeur de cabinet et auxquelles prendront part les représentants du ministre de l'intérieur, de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et, pour les politiques spécifiques à l'outre-mer, de la ministre des outre-mer. Les secrétaires généraux et directeurs des administrations centrales concernés par l'ordre du jour seront appelés à y participer.



Cette séance de travail aura pour objet de rendre compte de la mise en œuvre des politiques publiques dans la région, des principaux dossiers spécifiques à chaque territoire et de traiter des questions relatives au fonctionnement et à l'organisation des services de l'État.

Dans ce cadre, les préfets de région proposeront, six semaines avant la date de la réunion et après consultation des services déconcentrés, les sujets qu'ils souhaitent inscrire à l'ordre du jour. Pour l'année à venir, celui-ci devra systématiquement comporter un point relatif à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État et un autre sur les contrats de plan État-région (état de mise en œuvre de la génération actuelle et préparation de la prochaine génération). Mon cabinet arrêtera l'ordre du jour définitif de chaque réunion en tenant compte d'éventuelles demandes des administrations centrales.

Ces réunions se dérouleront selon le calendrier que vous trouverez en annexe 1. Les dates précises de leur tenue seront arrêtées au cas par cas par le ministère de l'intérieur, qui assurera le suivi de ces réunions.

S'agissant de la Corse, cette nouvelle procédure ne remet pas en cause l'organisation actuelle qui prévoit des revues de projet pilotées par la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales avec l'appui de mon cabinet.

Enfin, le Président de la République a souhaité que soient identifiés, au sein des plans de transformation ministériels, une soixantaine d'objets de la vie quotidienne (OVQ) qui sont recensés en annexe 2. Il est demandé aux préfets de région de remonter une fois par semestre un bilan de déploiement dans leur territoire de ces OVQ, bilan préparé en étroite coordination avec tous les responsables des services déconcentrés de l'État et des opérateurs concernés dans le cadre du comité de l'administration régionale.


Édouard PHILIPPE


Annexe 1

Calendrier des réunions de suivi de l'action publique en région

Participants	Période
Préfecture de région - Corse	octobre 2019
Préfecture de région - Auvergne-Rhône-Alpes	novembre 2019
Préfecture de région - Bourgogne-Franche-Comté	novembre 2019
Préfecture de région - Guadeloupe	décembre 2019
Préfecture de région - Bretagne	janvier 2020
Préfecture de région - Centre-Val-de-Loire	janvier 2020
Préfecture de région - Guyane	février 2020
Préfecture de région - Grand Est	mars 2020
Préfecture de région - Hauts-de-France	mars 2020
Préfecture de région - Réunion	avril 2020
Préfecture de région - Ile-de-France	mai 2020
Préfecture de région - Normandie	mai 2020
Préfecture de région - Martinique	juin 2020
Préfecture de région - Nouvelle-Aquitaine	juin 2020
Préfecture de région - Occitanie	juillet 2020
Préfecture de Mayotte	juillet 2020
Préfecture de région - Pays-de-la-Loire	septembre 2020
Préfecture de région - Provence-Alpes-Côte d'Azur	septembre 2020

Annexe 2

Liste des Objets de la Vie Quotidienne

Chantiers prioritaires de l'action gouvernementale

	Mesure	
Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées	Simplifier l'accès aux droits pour les personnes handicapées	
Ministre de la Justice	Mettre en œuvre la procédure pénale numérique	
	Mettre en place le portail du justiciable	
	Développer les places de TIG	
	Simplifier l'accès à l'aide juridictionnelle	
Ministre de la Transition écologique et solidaire	Déployer la prime à la conversion vers des véhicules moins polluants	
	Augmenter le recours au chèque énergie	
	Réduire l'usage des pesticides et produits phytosanitaires	+ Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire	Mieux accompagner les ménages dans la rénovation thermique de leur logement	+ Ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement
Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire	Interdire les plastiques à usage unique et améliorer le recyclage du plastique	
Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire, chargé des Transports	Instaurer des zones à faible émission	
	Déployer le plan vélo	
Ministre des Solidarités et de la Santé	Proposer une offre de lunettes, appareils auditifs et prothèses dentaires remboursée à 100%	
	Proposer une complémentaire santé à 1€/jour pour les séniors	
	Doubler le nombre de maisons de santé	
	Assurer le déploiement de la vaccination obligatoire	
	Garantir l'accès à un médecin traitant et à des consultations sans rendez vous	
	Lutter contre les ruptures d'approvisionnement des médicaments	+ Ministre de l'Économie et des Finances
	Mieux accompagner les aidants	+ Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées
Secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé	Renforcer l'accompagnement des bénéficiaires du RSA vers l'emploi	+ Ministre du Travail
	Lutter contre les impayés de pensions alimentaires	+ Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations
	Proposer des petits-déjeunars gratuits dans les écoles des quartiers et la cantine à 1 euro	+ Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé	Prévenir l'exposition des enfants à la pornographie	+ Secrétaire d'État au numérique
	Accompagner les femmes et les enfants à domicile après un accouchement	

Ministre de l'Économie et des Finances	Développer la participation et l'intéressement	
	Assurer la diffusion du nouveau plan d'épargne retraite	
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des finances	Accompagner la transformation numérique des TPE/PME	
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre de l'Action et des comptes publics, chargé du numérique	Offrir à tous les citoyens une identité numérique sécurisée	+ Ministre de l'Intérieur
	Assurer le déploiement du pass numérique	
	Protéger les citoyens contre les agressions et la haine en ligne	
Ministre du Travail	Déployer les emplois francs	
	Assurer l'ouverture de l'assurance chômage pour les travailleurs indépendants et démissionnaires	
	Garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	+ Secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations
	Développer l'apprentissage	
	Déployer le programme d'investissement dans les compétences	
	Garantir un accompagnement des jeunes sans emploi ni formation (NEETS)	+ Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse / Secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé
	Déployer le compte personnel de formation	
Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	Offrir une scolarisation inclusive et adaptée à tous les enfants handicapés	+ Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées
	Déployer le programme "devoirs faits"	
	Assurer le remplacement des enseignants absents	
	Limiter les effectifs des classes à 24 en grande section, CP, CE1	
	Dédoubler les classes en REP (grande section, CP, CE1)	
	Évaluer le niveau d'apprentissage en fin de CP/CE1	
	Déployer la réforme du bac	
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	Assurer la montée en charge du SNU	+ Ministre des Armées
	Soutenir les petites associations	
Ministre de l'Action et des comptes publics	Déployer le droit à l'erreur dans l'administration	
	Assurer la transparence des résultats dans les services publics	
	Déployer le prélèvement à la source	
Secrétaire d'État chargé de la fonction publique	Améliorer les processus de recrutement dans la fonction publique	

Ministre de l'Intérieur	Réduire le délai d'instruction des demandes d'asile	
	Améliorer la prévention routière	
	Baisser le coût du permis de conduire	+ Ministre de l'Économie et des Finances
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur	Déployer la police de sécurité du quotidien	
	Renforcer la lutte contre les trafics de stupéfiants	+ Ministre de la Justice
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Déployer Parcours Sup	
Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	Déployer l'action Cœur de ville	
	Déployer une offre France Services dans tous les territoires	
Ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement	Offrir un logement aux sans-abris (logement d'abord)	
	Adapter des logements aux personnes âgées dépendantes	+ Ministre des Solidarités et de la Santé
	Assurer la couverture du territoire en Très Haut Débit	+ Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales
Ministre de la Culture	Déployer le pass culture	
	Offrir à chaque enfant une éducation artistique et culturelle	+ Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation	Sécuriser les paiements des aides PAC	+ Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères chargée des Affaires européennes
	Garantir 50% de produits bio ou locaux dans les cantines	+ Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Ministre des Sports	Prévenir les noyades et développer l'aisance aquatique	